

CONTENU

Relations commerciales

Une entente avec la Colombie sur l'amélioration des normes du travail ouvre la voie à la ratification de l'accord de libre-échange	1
Entente avec l'Union européenne sur le commerce des technologies de l'information et des communications	4

Études économiques et articles connexes	5
---	---

Relations commerciales

Une entente avec la Colombie sur l'amélioration des normes du travail ouvre la voie à la ratification de l'accord de libre-échange

Le mercredi 6 avril dernier, l'Administration Obama est parvenue à une entente avec le gouvernement colombien sur l'amélioration des normes du travail en Colombie. Les violences notoires envers les travailleurs et syndicalistes colombiens et le bilan médiocre du gouvernement en matière de respect des droits de l'Homme restent le principal obstacle à la ratification par les États-Unis de l'accord de libre-échange (ALE) avec la Colombie conclu en 2007 par l'Administration Bush. Rappelons qu'en 2010 seulement, 51 personnes ont été tuées du fait de leurs activités syndicales. La mise en application des réformes contenues dans le *Feuille de route pour la réforme des droits du travail en Colombie*, présentée le 7 avril, doit permettre le passage de l'ALE au Congrès américain.

L'annonce a ravi les élus républicains qui, depuis leur prise de contrôle de la Chambre des représentants, pressent l'Administration Obama de présenter au Congrès les trois ALE négociés en 2007 par l'Administration Bush, avec la Corée du Sud, Panama et la Colombie. La majorité des griefs de l'Administration Obama envers les ALE avec la Corée du Sud et Panama ont été adressés au cours des six derniers mois. Cependant, dans le but d'accélérer le règlement des derniers différends avec la Colombie, les élus républicains bloquent systématiquement le passage des législations commerciales au Congrès depuis janvier.¹ Le dénouement du contentieux avec la Colombie répond en



Le président colombien, Juan Manuel Santos, et le président Obama lors de leur rencontre à la Maison-Blanche le 7 avril 2011.

« Je suis heureux d'annoncer que nous nous avons développé une feuille de route pour la réforme des droits du travail en Colombie conséquente avec nos valeurs et nos intérêts [...]. Cette réforme permettra d'aller de l'avant avec la ratification de l'accord de libre-échange avec la Colombie. »

– Barack Obama, rencontre à la Maison-Blanche avec le président colombien, Juan Manuel Santos, 7 avril 2011.

¹ Au sujet du bras de fer entre démocrates et républicains sur la politique commerciale, consulter la Chronique commerciale américaine vol. 4, no 4, du 1^{er} février 2011, en ligne : CEIM <http://www.aflcio.org/mediacenter/prsptm/pr04062011.cfm>



Chronique commerciale américaine

Bulletin d'information, vol. 4, no 14, 12 avril 2011

partie à ces pressions, mais aussi au désir de l'Administration démocrate de se présenter comme porteuse d'une vision nouvelle du libre-échange, plus soucieuse d'assurer un commerce loyal avec ses partenaires. Avant d'appuyer ces trois ALE, elle se devait d'obtenir des concessions clés de ses partenaires. L'Administration Obama ne cache pas non plus son désir de se rapprocher des intérêts des lobbies d'entreprises, qui ont l'habitude de s'opposer à ses politiques et qui appuient fortement l'ALE avec la Colombie.

« Nous sommes encouragés par l'annonce d'aujourd'hui [...]. Je demande maintenant à l'Administration d'aller de l'avant avec l'élaboration du projet de loi [qui nous permettra de ratifier l'accord de libre-échange (ALE) avec la Colombie]. Cette étape est nécessaire pour que nous puissions ratifier les trois ALE en attente d'ici le 1^{er} juillet. »

– Dave Camp (R-MI), président de la commission sur les Voies et Moyens, communiqué de presse, 6 avril 2011.



Dave Camp (R-MI)

En revanche, l'annonce de l'entente semble déchirer la base du parti démocrate. Plusieurs leaders démocrates au Congrès sur les questions commerciales ont appuyé l'entente, mais ont refusé de se prononcer à savoir si elle serait suffisante pour assurer leur appui à l'ALE. La réaction des grandes centrales syndicales, qui se sont toujours opposées au passage de l'ALE, est unanime. Elles rejettent en bloc les mesures proposées, les qualifiant d'insuffisantes et déplorant l'absence de mécanisme coercitif pour en assurer la mise en application. Bien qu'à terme, le passage de l'ALE au Congrès doive être grandement facilité par l'entente conclue la semaine dernière, le prix politique à payer pour l'Administration Obama pourrait être important. La lenteur de la reprise économique érode l'appui populaire au libre-échange. C'est pourquoi l'Administration exige la fin de l'obstruction républicaine au Congrès en échange du dépôt des projets de loi entérinant les trois ALE et qu'elle exige aussi le renouvellement des mesures d'ajustement au commerce (TAA), suspendues depuis janvier dernier. L'Administration se dit prête à déposer les ALE au Congrès d'ici juillet.



Richard Trumka

« Nous sommes extrêmement déçus de constater que l'Administration Obama ait décidé d'aller de l'avant avec l'accord de libre-échange avec la Colombie. Selon nous, la situation sécuritaire pour les syndicalistes, les défenseurs des droits de la personne et les populations vulnérables en Colombie reste inacceptablement violente [...]. Il ne fait aucun doute à notre avis que si 51 directeurs d'entreprises avaient été assassinés l'an passé en Colombie, cet accord n'aurait pas lieu. »

– Richard Trumka, président de l'AFL-CIO, communiqué de presse, 6 avril 2011.

À défaut de satisfaire sa base, le président Obama pourra au moins présenter une entente qui devrait transformer profondément la structure légale colombienne en matière de normes du travail. Le plan d'action mis de l'avant est ambitieux. Le gouvernement colombien créera un ministère du Travail, où 480 nouveaux inspecteurs seront responsables de l'application des normes du travail. Une réforme pénale prévoit la criminalisation d'actions limitant la capacité des



Chronique commerciale américaine

Bulletin d'information, vol. 4, no 14, 12 avril 2011

travailleurs à s'associer et à négocier collectivement et l'ajout d'inspecteurs judiciaires dédiés aux cas de violences à l'endroit des travailleurs. D'autres mesures favoriseront le droit d'association, limiteront la capacité des employeurs à contourner la loi, permettront un arbitrage en cas de conflits de travail, accroîtront la coopération entre le gouvernement et l'Organisation internationale du travail (OIT) et octroieront plus de ressources aux programmes de protection et de transfert des travailleurs menacés. Si les mesures proposées semblent satisfaire la plupart des intervenants politiques américains, les syndicats américains ont déploré qu'elles n'aillent plus loin et de nombreux acteurs ont soulevé des doutes quant à leur mise en application. Bien que des rencontres soient prévues au cours des trois prochaines années entre de hauts fonctionnaires américains et colombiens, aucune mesure ne contraint le gouvernement colombien à respecter ses engagements une fois l'ALE ratifié par le Congrès des États-Unis.

« L'Administration a réussi à obtenir d'importants engagements afin d'aborder les problèmes concernant les droits des travailleurs, la violence et l'impunité en Colombie, mais davantage devra être fait. »

– Sander Levin (D-MI), membre de la commission sur les Voies et Moyens, communiqué de presse, 6 avril 2011.



Sander Levin (D-MI)

Au-delà des considérations d'ordre pratique aux États-Unis, l'ALE avec la Colombie s'explique d'abord par des motifs politiques. La Colombie est un allié important des États-Unis dans le Cône Sud. Son soutien indéfectible au libéralisme économique ainsi qu'à la lutte contre les narcotrafiquants fait contrepoids aux modèles économiques alternatifs promus par les gouvernements du Venezuela, de la Bolivie et de l'Équateur. Bien que la Colombie jouisse d'un fort taux de croissance et qu'elle se classe aujourd'hui parmi les 15 plus importants pays destinataires des exportations américaines, dont la valeur s'élève à 12 milliards de \$ ÉU par année, la croissance du commerce engendrée par l'ALE devrait être marginale. La *United States International Trade Commission* (USITC) prévoit que l'entrée en vigueur de l'ALE n'y augmentera que d'un milliard de \$ ÉU la valeur des exportations annuellement. Cette croissance est négligeable si on la compare au 1500 milliards de \$ ÉU de marchandises exportées par les États-Unis annuellement.

La ratification rapide des trois ALE hérités de l'ère Bush est devenue une priorité pour l'Administration Obama. En définitive, elle réussit à sauver la face en obtenant des concessions réelles de la part de la Corée du Sud, de Panama et de la Colombie. Reste à voir comment celles-ci seront appliquées par chaque gouvernement. La conclusion des ALE est aussi conséquente avec l'objectif de l'*Initiative nationale pour les exportations* de doubler la valeur des exportations de 2010 à 2014. Elle pourrait permettre un débloqué des conflits sur la politique commerciale à la Chambre des représentants. Cependant, le véritable impact pourrait être au niveau de la politique intérieure. Le président Obama a-t-il trop malmené ses alliés naturels, les centrales syndicales, à l'approche de l'élection présidentielle de 2012? L'opération de charme auprès des milieux d'affaires portera-t-elle ses fruits? Le dénouement rapide de la présente impasse et la reconduction du programme d'ajustement commercial le plus rapidement possible sont tous deux souhaitables pour l'Administration Obama, qui désire certainement en finir avec ces questions délicates.



Chronique commerciale américaine

Bulletin d'information, vol. 4, no 14, 12 avril 2011

- Pour consulter l'annonce officielle de la *Feuille de route pour la réforme des droits du travail en Colombie*, voir : USTR <http://www.ustr.gov/about-us/press-office/blog/2011/april/us-colombia-trade-agreement-and-action-plan>
- Pour consulter le texte de la rencontre entre le président Barack Obama et le président colombien, Juan Manuel Santos, voir : White House <http://www.whitehouse.gov/the-press-office/2011/04/07/remarks-president-obama-and-president-santos-colombia-after-bilateral-me>
- Pour consulter la réaction du président de la commission sur les Voies et Moyens, Dave Camp (R-MI), voir : Ways and Means <http://waysandmeans.house.gov/News/DocumentSingle.aspx?DocumentID=234304>
- Pour consulter la réaction du leader de la minorité républicaine (*ranking minority member*) à la commission sur les Voies et Moyens, Sander Levin (D-MI), voir : Ways and Means <http://democrats.waysandmeans.house.gov/press/PRArticle.aspx?NewsID=11544>
- Pour consulter la réaction du président du syndicat AFL-CIO, Richard Trumka, voir : AFL-CIO <http://www.aflcio.org/mediacenter/prsptm/pr04062011.cfm>

Sources : Vicki Needham, « US, Colombia Reach Free Trade Agreement », *The Hill*, 6 avril 2011, en ligne : [The Hill](http://thehill.com/blogs/on-the-money/1005-trade/154305-us-colombia-finalize-free-trade-agreement) <http://thehill.com/blogs/on-the-money/1005-trade/154305-us-colombia-finalize-free-trade-agreement> ; Kevin Bogardus et Vicki Needham, « Obama Defies Unions with Colombia Deal », *The Hill*, 7 avril 2011, en ligne : [The Hill](http://thehill.com/homenews/administration/154485-president-defies-unions-with-colombia-trade-deal), <http://thehill.com/homenews/administration/154485-president-defies-unions-with-colombia-trade-deal> ; Doug Palmer, « Colombia Deal Could Go to U.S. Congress in Weeks », *Reuters*, en ligne : [Reuters](http://www.reuters.com/article/2011/04/11/usa-colombia-trade-idUSN117866120110411) <http://www.reuters.com/article/2011/04/11/usa-colombia-trade-idUSN117866120110411> ; « Obama, Santos Endorse Labor Action Plan, Santos Sees Quick Action », *Inside U.S. Trade*, vol. 29, no 14, 8 avril 2011.

Entente avec l'Union européenne sur le commerce des technologies de l'information et des communications

Le lundi 4 avril, les États-Unis et l'Union européenne (UE) ont annoncé la conclusion d'un accord-cadre non contraignant qui énonce dix principes sur le commerce des services de technologies de l'information et des communications (TIC). Ces principes seront promus dans leurs futurs accords commerciaux avec d'autres pays. L'objectif est double. Premièrement, devant la montée de nouveaux compétiteurs, notamment chinois, les États-Unis et l'Union européenne souhaitent faciliter l'accès aux marchés internationaux pour leurs entreprises en imposant les normes occidentales à ce secteur d'activité. Deuxièmement, ils souhaitent libéraliser ce secteur qui a toujours été l'objet d'une forte protection nationale. Une quantité croissante d'États restreignent l'accès à Internet ou à diverses formes de TIC.

Le texte prévoit divers principes pour favoriser l'accès aux marchés, comme l'accès complet à la propriété des infrastructures locales de télécommunications par des entreprises étrangères, l'utilisation non discriminatoire des infrastructures locales ou l'utilisation efficace et non discriminatoire du spectre. D'autres principes cherchent plutôt à limiter la censure et à assurer une utilisation libre des TIC. Ils font la promotion de la transparence réglementaire, de la neutralité des réseaux internet et de la libre circulation de l'information.

« [Les États-Unis] et l'Union européenne partagent plusieurs politiques similaires dans le secteur des TIC. En énonçant clairement les politiques que nous partageons, nous pouvons plus aisément collaborer afin d'en faire la promotion à l'international. »

– Ron Kirk, représentant américain au Commerce, communiqué de presse, 4 avril 2011.

L'accord a été conclu dans le cadre des travaux du Conseil économique transatlantique (CET). Mis en place en 2007, le CET réunit de façon ponctuelle de hauts fonctionnaires dans l'objectif de favoriser la coopération entre les États-Unis et l'UE sur les questions de réglementation et de stratégie économique.



Chronique commerciale américaine

Bulletin d'information, vol. 4, no 14, 12 avril 2011

Pour consulter l'Accord-cadre entre les États-Unis et l'Union européenne sur les principes pour le commerce des technologies de l'information et des communications, voir : USTR http://www.ustr.gov/webfm_send/2780

Sources : USTR, « United States-European Union Trade Principles for Information and Communication Technology Services », *Press Release*, 4 avril 2011, en ligne : USTR <http://www.ustr.gov/about-us/press-office/press-releases/2011/april/united-states-european-union-trade-principles-inform> ; Europa, « Stratégie numérique/Commerce: L'UE et les États-Unis adoptent des principes pour le commerce des technologies de l'information et des communications et s'engagent à les promouvoir dans le monde entier », *Communiqué de presse*, 4 avril 2011, en ligne : Europa <http://europa.eu/rapid/pressReleasesAction.do?reference=IP/11/402> ; Doug Palmer et Juliane von Reppert-Bismarck, « US, EU Agree to Principles for Information Tech Trade », *Reuters*, 4 avril 2011, en ligne : Reuters <http://www.reuters.com/article/2011/04/04/usa-eu-technology-idUSN0426840020110404>

Études économiques et articles connexes

Cette semaine dans l'actualité :

« Bretton Woods 2 », *Financial Times*, 4 avril 2011, en ligne : FT <http://www.ft.com/cms/s/0/b732d4b6-5e22-11e0-b1d8-00144feab49a.html#axzz1IZgH69pf>

Bernie Becker, « Centrist House Dems Push for Trade Action », *The Hill*, 4 avril 2011, en ligne : The Hill <http://thehill.com/blogs/on-the-money/1005-trade/153641-moderate-house-dems-push-for-trade-action>

« House Republicans' New Budget Proposal Would Cut Farm Subsidies », *Bridges Weekly Trade News Digest*, vol. 15, no 12, 6 avril 2011, en ligne : ICTSD <http://ictsd.org/i/news/bridgesweekly/103535/>

Martin Shabu, « Czechs Face Uphill Battle to Cancel US Investment Treaty », *Czech Position*, 7 avril 2011, en ligne : Czech Position <http://www.ceskapozice.cz/en/news/politics-policy/czechs-face-uphill-battle-cancel-us-investment-treaty>

Études économiques et commerciales :

« U.S.-Korea Free Trade Agreement: Passenger Vehicle Sector Update », *United States International Trade Commission*, mars 2011, en ligne : USITC <http://www.usitc.gov/publications/332/pub4220.pdf>

Dick K. Nanto et Mark E. Manyin, « The Kaesong North-South Korean Industrial Complex », *Congressional Research Service*, 17 mars 2011, en ligne : State Department <http://fpc.state.gov/documents/organization/159346.pdf>

Dick K. Nanto, dir., « Japan's 2011 Earthquake and Tsunami : Economic Effects and Implications for the United States », *Congressional Research Service*, 25 mars 2011, en ligne : State Department <http://fpc.state.gov/documents/organization/159785.pdf>

Kevin P. Gallagher, « Reforming United States Trade and Investment Treaties for Financial Stability : The Case of Capital Controls », *Investment Treaty News*, 5 avril 2011, en ligne : IISD <http://www.iisd.org/itn/2011/04/05/reforming-united-states-trade-and-investment-treaties-for-financial-stability-the-case-of-capital-controls/>



Chronique commerciale américaine

Bulletin d'information, vol. 4, no 14, 12 avril 2011

Chronique commerciale américaine

Ce bulletin est réalisé par le Centre d'études sur l'intégration et la mondialisation

Direction scientifique : Christian Deblock

Recherche et rédaction : David Dagenais

Pour nous joindre : +1 (514) 987-3000 #3910 - <http://www.ceim.uqam.ca> - ceim@uqam.ca



Abonnez-vous à la liste de diffusion et au fil RSS du bulletin !



<http://www.ceim.uqam.ca/spip.php?article483>



http://www.ieim.uqam.ca/spip.php?page=backend-ceim&id_mot=278